

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

Chambéry, le 18/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SARL LOUIS BORGHESE & Cie**

Lieu-dit "Pont Royal" – RD 1006  
73390 CHAMOUSSET

Références : 20221130-RAP-InspCarriereBorghese\_Chamousset-Georisques  
Code AIOT : 0006101536

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 21/09/2022, dans l'établissement Louis BORGHESE & CIE implanté au lieu-dit "Plan Local" 73390 CHAMOUSSET. L'inspection a été annoncée le 23/11/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection, inscrite dans le cadre du « plan pluriannuel de contrôle » du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, faisait suite à la délivrance d'un nouvel arrêté préfectoral portant renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter cette carrière alluvionnaire en eau.

Elle avait pour principal objet de faire un point sur le calendrier de reprise de l'activité extractive du site et visait au contrôle de la mise en œuvre des dispositions préliminaires (travaux préparatoires) à cette reprise d'activité. Enfin, elle avait pour but le contrôle du respect des dispositions (nouvelles pour certaines) relatives à la surveillance des eaux souterraines et superficielles au droit du site (suivi quantitatif et qualitatif).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BORGHESE LOUIS SA
- Plan Local 73390 CHAMOUSSET
- Code AIOT : 0006101536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BORGHESE exploite depuis 1990 une carrière alluvionnaire en eau de sables et graviers sise au lieu-dit « Plan Local » sur le territoire de la commune de Chamousset (73390).

L'autorisation d'exploiter le site a été initialement délivrée le 23/01/1990 pour une durée de 15 ans. Cette autorisation a par la suite été respectivement renouvelée puis étendue aux travers des arrêtés préfectoraux du 18/07/2005 et du 29/12/2016.

Par arrêté préfectoral du 01/08/2022, la société Louis BORGHESE & Cie a été autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de cette gravière (et les installations de premier traitement de matériaux présentes sur l'emprise de cette dernière (station de transit, installation de concassage/criblage)) pour une nouvelle période de 15 années. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site (d'une durée de 3 ans).

La production maximale autorisée est de 135 000 tonnes/an (avec un rythme d'extraction moyen attendu de 100 000 T/an. L'extraction est essentiellement réalisée sous eau, selon la méthode dite « en fosse » (extraction des matériaux hors et sous eaux) au moyen d'engins mécaniques de type pelles/chargeurs, dragline puis drague flottante électrique et tapis flottants. Dès lors, aucun explosif n'est utilisé pour extraire le gisement.

L'objectif final de la remise en état est un réaménagement à vocation écologique et paysagère (essentiellement la restitution d'un unique plan d'eau à potentiel de biodiversité, la reconstitution de nouvelles berges ainsi que la plantation d'arbres/arbustes naturellement présents dans le secteur). Pour ce faire, le remblayage partiel du plan d'eau est autorisé au moyen de déchets inertes (uniquement de type terres et pierres) issus exclusivement du territoire du département de la Savoie

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Aménagements préliminaires à l'exploitation ;
- Etablissement des garanties financières ;
- Mesures de gestion des eaux pluviales de ruissellement ;
- Suivi quantitatif et qualitatif des eaux superficielles ;
- Suivi quantitatif et qualitatif des eaux souterraines ;
- Surveillance de la qualité de l'air par mesure des retombées de poussières atmosphériques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« Avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« Susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« Sans suite administrative »**.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Gestion des eaux pluviales de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.4.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	
10	Surveillance des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.2, 3.6.2.1 et 3.6.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 01/08/2023, article 3.5.2 et 3.5.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	70 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 1.11.4 et 7.1.1.4	/	Sans objet
4	Aménagements préliminaires à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 7.1.1.2	/	Sans objet
5	Aménagements préliminaires à l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 7.1.1.1	/	Sans objet
6	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 1.11.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/07/2012, article 3	/	Sans objet
3	Remise en état et garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 9.3.2 et 9.3.3	/	Sans objet
8	Surveillance des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.2.3	/	Sans objet
9	Surveillance des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La reprise de l'activité extractive du site n'a pas encore été initiée par l'exploitant. Par ailleurs, l'ensemble des travaux préparatoires n'est à ce jour pas encore finalisé.

Pour autant, l'exploitant doit finaliser, sous un délai court, les travaux prescrits en lien avec le traitement des eaux pluviales de ruissellement provenant de la plateforme de transit et de traitement des déchets inertes implantée en bordure de la RD 1006 au Sud-Est du site (eaux pluviales à considérer comme potentiellement polluées).

Les mesures de gestion additionnelles concernant la surveillance des eaux souterraines et superficielles au droit du site sont cependant d'ores et déjà effectives. L'exploitant doit cependant transmettre un bilan du suivi réalisé en 2022.

Enfin, une campagne de mesure des retombées de poussières atmosphériques résultant de l'exploitation des activités de négoce de matériaux (stockage/reprise) et de recyclage de déchets inertes (stockage, traitement) du site doit être conduite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conditions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 1.11.4 et 7.1.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux préliminaires à l'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 7.1.1.4 :</b>  Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles [...] 1.11.4 [...], 3.4.4.1, 3.6.2.3 et 7.1.1.1 à 7.1.1.3.</p> <p>La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements.  L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Chamousset la mise en service de la carrière.</p> <p>Dans sa notification au préfet, l'exploitant joint le document mentionné à l'article 9.3.3 (justification de l'établissement des garanties financières).</p> <p><b>Article 1.11.4 - Circulation interne :</b>  L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (a minima : affichage du plan de circulation à l'entrée du site).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La reprise effective de l'activité extractive du site n'a pas encore été initiée par l'exploitant.  Ce dernier poursuit la finalisation des travaux préliminaires.  A cet effet, certaines actions restent à entreprendre. Le détail de ces dernières est développé au travers des points de contrôle suivants du présent rapport.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Il appartiendra à l'exploitant de notifier au préfet et au maire de la commune de Chamousset la remise en service de la carrière dès lors que l'ensemble des travaux, équipements et aménagements préalables auront été réalisés.</p> <p>Concernant ces derniers, il est attendu dans le même temps la transmission, au service d'inspection ICPE, d'une note de synthèse et de plans précisant l'ensemble des aménagements préparatoires réalisés et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les travaux relatifs à la gestion des eaux de ruissellement sur les divers secteurs du site le nécessitant (implantation de l'ensemble des ouvrages de collecte et de traitement de la plateformes de transit de matériaux/déchets, de la plateforme "engins/bungalow/stockage carburant" et du secteur de la bascule) accompagné d'un plan des nouveaux réseaux ;</li> <li>- les travaux relatifs à la déconstruction des bâtiments implantés sur l'emprise de la zone sollicitée en extension ainsi que l'ensemble des travaux d'aménagements (aire technique...).</li> </ul> <p>Par ailleurs, les PV de réception de l'ensemble de ces travaux seront tenus à la disposition du service d'inspection ICPE.</p>

Pour rappel, conformément à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 01/08/2022, l'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'arrêté d'autorisation à la société Louis BORGHESE et Cie ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/07/2012, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modalités de constitution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le document attestant de la constitution de garanties financières sur la base d'une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations est le récépissé de consignation remis par cette dernière.</p> <p>La consignation est effectuée sur présentation de l'arrêté préfectoral fixant le montant de la garantie et de tout document visant à justifier l'identité et la qualité du demandeur.</p> <p>La déconsignation est faite sur présentation de l'arrêté du préfet l'autorisant et de tout document visant à justifier l'identité et la qualité du demandeur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de sa précédente autorisation d'exploiter (arrêté préfectoral de juillet 2005), l'exploitant a attesté de la constitution de garanties financières au travers d'un récépissé du 11/04/2019 relatif à la consignation d'une somme de 171200,74 € entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations.</p> <p>L'article susvisé dispose que cette consignation est effectuée notamment sur présentation de l'arrêté préfectoral fixant le montant de la garantie.</p> <p>Or, le récépissé de consignation à disposition du préfet fait référence au précédent arrêté préfectoral d'autorisation, soit celui notifié à l'exploitant en date du 18/07/2005.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant doit se rapprocher de la "Caisse des dépôts et consignations" afin de mettre à jour sa situation administrative et par conséquent les documents administratifs en relation avec les garanties financières attendues au regard des dispositions de son nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter d'août 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Remise en état et garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 9.3.2 et 9.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Montant des garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Article 9.3.2 – Montant des garanties financières :</u></b> Pour prendre en compte l'avancement de l'exploitation, le montant des garanties financières est calculé, pour assurer la remise en état globale du site, avec un pas de cinq ans.  L'exploitation et la remise en état sont fixées selon les plans de phasage et de remise en état figurant en annexes 2 et 6. Ces derniers présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant de références des garanties financières (CR) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière (hypothèse de remblai haute, soit 450 000 m <sup>3</sup> ) au cours de chacune des 3 périodes quinquennales en mode d'exploitation normal est :  Phase T0 à T0 + 5 ans : 141 980 euros Phase T0 + 6 ans à T0 + 10 ans : 108 344 euros Phase T0 + 10 ans à T0 + 15 ans : 55 966 euros [...] Un acte de cautionnement solidaire ou tout autre document attestant de la constitution de garanties financières est établi. Le ou les documents transmis par l'exploitant en application du III de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement, répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement. [...]  <b><u>Article 9.3.3 – Établissement des garanties financières :</u></b> Préalablement aux travaux d'extraction, l'exploitant adresse au Préfet le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, l'exploitant n'a à ce jour pas adressé au préfet de document attestant de la constitution de garanties financières en lien avec son nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 01/08/2022.  A noter cependant que la reprise d'activité de la carrière à proprement parlé (opérations d'extraction du gisement) n'est à ce jour pas encore effective.
<b>Observations :</b> L'article 9.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé dispose que l'exploitant doit adresser au préfet un document attestant la constitution des garanties financières préalablement aux travaux d'extraction.  Dès lors, il appartiendra à l'exploitant de joindre le document attestant la constitution des garanties financières (selon les modalités de l'article 9.3.2) au plus tard dans le cadre de sa notification au préfet concernant la remise en service de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Aménagements préliminaires à l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 7.1.1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bornage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> En séance, l'exploitant a présenté un plan d'exploitation à jour du 21/10/2020 faisant état de l'implantation de bornes formalisant l'ancien périmètre administratif de l'autorisation.  Un document matérialisant le futur périmètre d'extraction au droit de la zone des bâtiments existants et de la plateforme de transit des matériaux (pour partie) à également été présenté.  Les constats visuels opérés sur le terrain le jour de l'inspection ont cependant confirmé les propos de l'exploitant quant à l'absence d'implantation de bornes sur le secteur de la plateforme de transit implantée en bordure de la RD 1006.
<b>Observations :</b> Préalablement à la remise en exploitation de la carrière, l'exploitant transmettra au service d'inspection ICPE un plan d'exploitation et de bornage à jour formalisant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- le nouveau périmètre administratif de l'autorisation ICPE ;</li><li>- le nouveau périmètre d'extraction autorisé ;</li><li>- la bande de retrait des 10 mètres ;</li><li>- l'implantation exacte du bornage ;</li><li>- les bornes de nivellement.</li></ul> Ce plan devra par ailleurs formaliser les attendus réglementaires prescrits par l'article 1.9.2 de l'arrêté du 01/08/2022 et notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• L'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li><li>• La dénomination des parcelles cadastrales concernées ;</li><li>• La position des dispositifs de clôture et autres dispositifs d'interdiction de l'accès aux zones dangereuses ;</li><li>• Les zones de stockage des déchets d'extraction (déchets inertes et terres non polluées générés par l'activité extractive (résidus, stériles, morts-terrains et couche arable)) ;</li><li>• Les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Aménagements préliminaires à l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 7.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Information du public
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet



<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ son identité (raison sociale et adresse) ;</li> <li>◦ la référence de l'autorisation ;</li> <li>◦ l'objet des travaux ;</li> <li>◦ l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ;</li> <li>◦ les jours et heures d'ouverture ;</li> <li>◦ la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;</li> <li>◦ la liste des déchets inertes autorisés.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a bien procédé à la mise à jour de la référence de l'autorisation d'exploiter sur les panneaux d'information implantés sur les deux voies d'accès au site (entrée principale débouchant directement sur la RD 1006 et entrée localisée au Nord-Est du site).</p> <p>La liste des déchets inertes autorisés sur le site pour les opérations de remblayage est cependant absente de ces affichages.</p>
<p><b>Observations :</b> Mettre à jour, sous un délai de 15 jours, les informations présentes sur les "panneaux d'information au public" au regard des attendus réglementaires de l'article 71.1.1 susvisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 6 : Gestion de l'établissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 1.11.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Circulation interne</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site.</p> <p>Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et par une information appropriée (a minima : affichage du plan de circulation à l'entrée du site).</p>
<p><b>Constats :</b> Un panneau présentant un plan de circulation est implanté au pied de la voie d'accès "principale" (depuis la RD 1006 pour les camions en provenance de l'axe Albertville/Chambéry).</p> <p>Ce plan est également apposé en format papier A4 à l'entrée du local administratif d'accueil/pesée.</p> <p>Cependant, les voies et sens de circulation des secteurs localisés en contrebas des bâtiments apparaissent mal formalisés. De même, la seconde voie d'accès/entrée au site (pour les camions circulant sur l'axe Chambéry/Albertville) n'est pas représentée.</p> <p>Enfin, aucun plan de circulation n'est implanté au droit de cette seconde entrée si bien que les usagers/clients ne connaissant pas ce site pénètrent sur ce dernier sans repères précis en traversant/longeant le secteur aujourd'hui dédié à l'activité de transit de matériaux.</p> <p>A noter une incohérence entre les horaires d'ouverture renseignés sur les panneau d'information au public et les horaires d'ouverture renseignés en bas du plan de circulation. Ces derniers semblent plutôt correspondre aux horaires de chargement tels que renseignés sur un affichage présent au droit de l'entrée "principale". Une uniformisation des informations est donc nécessaire.</p>

<b>Observations :</b> L'exploitant doit, sous un délai de 30 jours : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer la signalisation des voies de circulation internes au site ;</li> <li>- Mettre à jour son plan de circulation au regard des remarques formulées ci-avant ;</li> <li>- Procéder à l'implantation d'un plan de circulation au droit de la seconde entrée du site (Nord-Est).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Gestion des eaux pluviales de ruissellement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions particulières - Plateforme transit/traitement déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La plateforme de transit et de traitement des déchets inertes localisée au Sud-Est du site ayant été constituée au moyen de déchets pour partie non inertes (au sens de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2517...), les eaux pluviales ruisselant sur cette plateforme sont à considérer comme étant susceptibles d'être polluées (EPp). Dès lors, les dispositions ci-après sont mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Une couche de roulement formée d'un sol compact est mise en place sur les surfaces/secteurs utilisés par les engins de chantier. Cette couche fait l'objet d'un entretien régulier ;</li> <li>– Afin de limiter la stagnation des eaux pluviales en surface, la plateforme dispose d'un pendage favorisant l'évacuation des eaux pluviales ;</li> <li>– Un dispositif de collecte des eaux pluviales de ruissellement est maintenu en permanence en périphérie de la plateforme.</li> </ul> <p>Les eaux de ruissellement ainsi collectées sont acheminées vers un bassin étanche puis sont traitées au travers d'un décanteur/déshuileur avant rejet pour infiltration sur site (point de rejet n° 2).</p> <p>Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Matières en suspension totales (MEST) : 35 mg/l ;</li> <li>– DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;</li> <li>– Hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</li> </ul> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de se conformer aux dispositions du présent article, l'exploitant a fait appel aux services du bureau d'études CPGF-HORIZON pour la réalisation d'un avant-projet de dimensionnement. Un rapport (réf. 22-074-73 / Version 2) du 06/07/2022 relatif à une « Etude de la gestion des eaux de la plateforme de transit... » a été présenté en séance.</p> <p>Après examen du document présenté, il ressort que le bureau d'études confirme l'absence, à ce jour, de gestion des eaux pluviales de ruissellement interceptées par la station de transit de matériaux inertes externes. Aussi, dans cet objectif le bureau d'études préconise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la collecte des eaux pluviales sur la plateforme via la création d'un point bas ;</li> <li>- le stockage de ces eaux via la création d'un bassin de rétention étanche d'une capacité d'environ 47 m3 ( surface de 32 m2 et profondeur de 1.5 m) ;</li> <li>- l'évacuation des eaux du bassin par surverse vers un dispositif de traitement de type</li> </ul>

<p>décanteur/déshuileur ;</p> <p>- l'infiltration des eaux traitées par l'intermédiaire d'un puit d'infiltration</p> <p>En séance, l'exploitant a indiqué être à 50 % d'avancement des travaux de mise en conformité du dispositif de collecte précité.</p> <p>Les constats visuels opérés sur site confirment l'avancement des travaux 'réalisés en septembre 2022). Ces derniers ont consistés en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la correction du pendage de la plateforme par des opérations de pelletage/nivellement et d'apport puis de compactage de matériaux recyclés (0/80) ;</li> <li>- l'implantation de merlons sur la périphérie de la plateforme ;</li> <li>- la création d'un point bas de collecte par pose d'un regard en béton équipé d'une grille de collecte métallique ;</li> <li>- la mise en place d'une canalisation en PE afin de diriger les eaux collectées vers le futur bassin de rétention qui sera implanté en pied de talus de cette plateforme (écoulement gravitaire) ;</li> <li>- la pose d'une cunette de récupération des eaux pluviales ruisselant sur la piste d'accès à la plateforme . Cette cunette sera raccordée au bassin de rétention par une canalisation (écoulement gravitaire).</li> </ul> <p>L'exploitant a indiqué être en phase de réflexion concernant le choix du type d'ouvrage à créer (bassin avec membrane ou ouvrage maçonné). Des devis ont été présentés en ce sens.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la réalisation de la totalité de ce dispositif de collecte/traitement serait effective pour la fin du mois de février 2023.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Compte tenu de l'absence, à ce jour, de mesures de gestion des eaux pluviales de ruissellement interceptées par la station de transit de matériaux (eaux à considérer comme étant susceptibles d'être polluées), il est demandé à l'exploitant de finaliser, pour le 28/02/2023 au plus tard, l'implantation du dispositif de collecte et de traitement des eaux de ruissellement de la plateforme de transit précitée selon les préconisations émises par le bureau CPGF-HORIZON.</p> <p>Un procès-verbal de fin de travaux sera par ailleurs adressé au préfet à réception du chantier (via le service d'inspection ICPE).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>

#### N° 8 : Surveillance des eaux superficielles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions particulières - Aménagement de la surverse du plan d'eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le chenal permettant la surverse du plan d'eau de la gravière vers le ruisseau « La Bialle » (point de rejet n° 4) est équipé d'un dispositif de filtration permettant notamment la rétention des hydrocarbures en cas de pollution accidentelle.</p> <p>Les caractéristiques techniques de ce dispositif, de même que les modalités d'entretien (nature, périodicité...) font l'objet d'une note technique préalablement validée par un bureau d'étude compétent.</p> <p>Ce dispositif est implanté préalablement à la reprise des opérations d'extraction dans le plan d'eau.</p>

Les opérations de contrôle et de maintenance du dispositif font l'objet d'une traçabilité dans un registre tenu à la disposition de l'inspection.

**Constats :**

Les opérations d'extraction dans le plan d'eau n'ont à ce jour pas reprises. Préalablement à leur reprise, il a été prescrit à l'exploitant, sur la base des éléments de son dossier de demande d'autorisation, la mise en place d'un dispositif de filtration au droit du point de rejet n° 4 (chenal permettant surverse du plan d'eau de la gravière) permettant notamment la rétention des hydrocarbures en cas de pollution accidentelle. L'exploitant s'était effectivement engagé à faire évoluer le dispositif existant à ce jour (à savoir un "simple" boudin anti-pollution).

Les caractéristiques techniques de ce dispositif, de même que les modalités d'entretien (nature, périodicité...) doivent avoir fait l'objet d'une note technique préalablement validée par un bureau d'étude compétent.

Afin de se conformer aux dispositions du présent article, l'exploitant a de nouveau fait appel aux services du bureau d'études CPGF-HORIZON pour la réalisation d'un avant-projet de dimensionnement de ce dispositif. Un rapport (réf. 22-074-73 / Version 2) du 06/07/2022 relatif à la « Mise en place d'un dispositif de rétention de pollution sur la surverse du plan d'eau d'extraction » a été présenté en séance.

Ce rapport indique l'absence, à ce jour, de dispositif permettant la filtration des hydrocarbures, matières en suspension (MES) au niveau du chenal. Cela n'apparaît pas exact puisque les constats visuels opérés sur le terrain le jour de la visite ont confirmé la présence "historique" d'un boudin anti-pollution situé en aval de la surverse du plan d'eau (constituée de deux canalisations en acier (diamètre 800 mm)), au Nord-Ouest de la gravière.

L'exploitant a précisé que ce dispositif fait l'objet d'une surveillance, à minima à fréquence mensuelle. Un registre de suivi a été formalisé par l'exploitant en ce sens et présenté lors de l'inspection (dernier remplacement du boudin le 16/11/2022).

L'étude précitée préconise la mise en place, en amont de la surverse :

- d'un barrage absorbant de 6 mètres avec jupe réutilisable afin de capter les éventuels hydrocarbures en amont de la surverse ;
- d'une planche (bois ou métallique) de 20 cm de hauteur en amont des canalisations (rétention des hydrocarbures lourds) ;
- d'un filtre anti-MES constitué de matériaux filtrants alluvionnaires (20/40 mm) doublé d'un filtre à paille, le tout contenu dans des cages à gabions.

A noter que ce projet de dispositif diffère de l'avant-projet exposé dans le dossier de demande d'autorisation susvisé.

Enfin, le bureau d'études préconise une campagne d'analyse de la qualité des sédiments en aval de la surverse à fréquence semestrielle afin de s'assurer de l'efficacité du dispositif de filtration ainsi qu'une visite mensuelle du dispositif (absence de colmatage...).

A noter également que les éléments contenus dans ce rapport n'ont pas encore fait l'objet d'une validation par le directeur technique de la carrière. Ce dernier a indiqué que le nouveau dispositif serait opérationnel pour la fin du mois de février 2023.

**Observations :**

Finaliser la validation puis l'implantation d'un nouveau dispositif de filtration de la surverse du plan d'eau de la gravière en direction du ruisseau "La Bialle" dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la reprise d'extraction du gisement dans le plan d'eau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 9 : Surveillance des eaux superficielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des niveaux d'eau de la gravière
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau du plan d'eau de la gravière est réalisée à fréquence mensuelle au moyen d'un réseau composé de 3 échelles limnimétriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Échelle (E1) implantée sur le plan d'eau à l'Est ;</li> <li>– Échelle (E2) implantée sur le plan d'eau au Sud-Ouest ;</li> <li>– Échelle (E3) implantée sur le chenal de sortie de la gravière à l'Ouest.</li> </ul> <p>Deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux), ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.</p> <p>L'implantation des échelles limnimétriques est précisée sur le plan figurant en annexe 5.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant a présenté un document relatif à l'implantation effective, en date du 29/11/2022, de l'ensemble des échelles limnimétriques E1, E2 et E3 prescrites par l'article susvisé ainsi qu'à la mise à niveau de chaque ouvrage (niveau initial de 20 cm sur l'échelle et précision de la cote de la nappe en mètre).</p> <p>En séance, l'exploitant a indiqué qu'une campagne d'initialisation des mesures (conformes aux nouvelles dispositions de l'arrêté préfectoral d'août 2022) a été réalisée le 01/12/2022. Par ailleurs, un registre de suivi a été formalisé par l'exploitant afin d'assurer le suivi de ces mesures conduites à fréquences mensuelle et semestrielle (organisme compétent/agréé).</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Justifier de la réalisation effective de la première campagne de mesures semestrielle par un organisme compétent et agréé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Surveillance des eaux superficielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.6.2, 3.6.2.1 et 3.6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 3.6.2 :</b></p> <p>Une surveillance de la qualité des eaux de la gravière est réalisée à fréquence semestrielle. En fonction des résultats obtenus et sur la base d'un historique d'au moins quatre années, la fréquence des analyses ainsi que la liste des paramètres analysés pourront être allégées à la demande de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Article 3.6.2.1 :</b></p> <p>La surveillance de la qualité des eaux de la gravière porte sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pH, température, conductivité, oxygène dissous, DCO, MES, PCB, hydrocarbure (C10 à C40), HAP, BTEX, 8 métaux ( As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn), Fer, Manganèse, Chlorures, fluorures, sulfates, indice phénols, COT.</li> </ul> <p>Ces analyses sont effectuées selon les normes en vigueur.</p>

**Article 3.6.2.2 :**

Le plan d'eau de la gravière surversant vers le ruisseau « La Bialle », les eaux rejetées dans le milieu naturel respectent, après filtration, les valeurs limites suivantes (point de rejet n° 4) :

- Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- La température est inférieure à 30 °C ;
- La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ;
- Les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.

En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

**Constats :**

Dans une note de synthèse du 05/10/2021 transmis au service d'inspection ICPE, l'exploitant avait présenté les actions réalisées pour le suivi qualitatif et quantitatif des eaux superficielles (donc antérieurement à la délivrance du nouvel arrêté d'autorisation d'août 2022).

Cette note faisait état d'une campagne de mesure (fréquence annuelle) en date du 07/07/2021 portant sur 3 points de prélèvement (point Nord, Est et Sud-Est).

L'emplacement de ces points de prélèvement n'avait cependant pas été explicité sur un plan. De même, les données transmises en annexe 1 de cette note sont des résultats bruts (absence de note de synthèse conclusive). Pour autant, aucun dépassement de seuil ne semble avoir été dépassé au regard des paramètres analysés.

Aucun autre document attestant d'une surveillance effective de la qualité des eaux superficielles n'a été présenté depuis.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a informé le service d'inspection de la réalisation d'une campagne de mesures (conforme aux dispositions du nouvel arrêté d'autorisation de 2022) en date du 09/12/2022.

**Observations :**

Transmettre, sous un délai de 1 mois, une note de synthèse présentant les résultats de la campagne de suivi qualitatif et quantitatif des eaux superficielles réalisé en décembre 2022.

Cette note devra également présenter les résultats du contrôle réalisé afin de s'assurer de la conformité aux dispositions de l'article 3.6.2.2 susvisé.

La transmission d'un plan précisant l'emplacement des points de prélèvement est également attendue.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 11 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2022, article 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de surveillance est composé à minima de 4 piézomètres implantés selon le sens d'écoulement de la nappe, dont au moins un en amont et les autres en aval hydraulique du site et ceci conformément aux résultats de l'étude hydrogéologique précitée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Piézomètre amont PZ 1 (à l'amont de la plateforme en remblais, implantée au Sud, le long de la RD 1006) ;</li> <li>– Piézomètre aval PZ 3 (à l'aval de la plateforme précitée) ;</li> <li>– Piézomètre aval PZ 5 (au Sud-Est du plan d'eau) ;</li> <li>– Piézomètre aval PZE 4 (à l'Ouest du plan d'eau, vers le chenal de sortie de la gravière).</li> </ul> <p>Un point de surveillance aval additionnel ("PUIT"), constitué par le puit de prélèvement d'eau de nappe (pompage) est également présent au Sud du site.</p> <p>L'implantation des points de mesures est précisée sur le plan figurant en annexe 5.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les constats visuels opérés sur site le jour de l'inspection ont confirmé l'implantation de nouveaux ouvrages piézométriques sur le site, notamment les PZ1 et PZ3 (surveillance amont/aval au droit de la plateforme de transit bordant la RD 1006) nouvellement implantés en 2021.</p> <p>L'ensemble des ouvrages était muni d'un capot de fermeture cadénassé. Les ouvrages PZ1, PZ3 et PZ4 étaient par ailleurs protégés/ceinturés par un ouvrage en béton préfabriqué.</p> <p>Il n'a pas été relevé, sur ces PZ, le numéro du piézomètre attribué par la Banque de donnée du Sous-Sol (BSS) qui doit être apposé de manière indélébile sur chaque ouvrage, en application des dispositions de l'article 3.5.4 .</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant transmettra, sous un délai de 1 mois, un document (PV de réception de travaux...) attestant du respect de l'ensemble des dispositions constructives prescrites par l'article 3.5.1 susvisé et ce, pour l'ensemble des ouvrages piézométriques présents sur l'emprise du site de la carrière (au nombre de 5).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 12 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2023, article 3.5.2 et 3.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance quantitative et qualitative des eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 3.5.2 :</b></p> <p>Une mesure du niveau piézométrique est réalisée par l'exploitant à fréquence mensuelle. Deux fois par an (en période de basses eaux et de hautes eaux), ces mesures sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.</p>

**Article 3.5.3 :**

Une surveillance de la qualité des eaux souterraines est réalisée, à fréquence semestrielle (en période de basses eaux et de hautes eaux) au moyen du réseau de surveillance prescrit à l'article 3.5.1.

Les analyses sont effectuées par un organisme (ou une personne) compétent et agréé.

Les paramètres suivants seront analysés selon des normes reconnues (cf. annexe I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998).

**Paramètres analysés :**

Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont :

le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), la demande biochimique en oxygène (DBO5), les matières en suspension (MEST), la Fraction Soluble, les hydrocarbures (C10 à C40), Indice Phénols, le Carbone Organique Total (COT), l'azote Kjeldahl, nitrates, les Chlorures, les Fluorures, les Sulfates (SO42-), les BTEX (benzène, toluène, éthyl-benzène et xylènes), les COHV (composés organo- halogénés volatils), les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques 16 composés), les PCB (biphényles polychlorés 7 congénères), 8 métaux toxiques (Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc), Aluminium, Antimoine, Sélénium, Molybdène, Fer et Manganèse.

**Constats :**

En séance, l'exploitant a attesté d'un suivi mensuel du niveau des ouvrages piézométriques implantés sur le site. A cet effet, une sonde a été achetée et un registre de suivi formalisé. Le registre présenté fait état d'une mesure sur les 4 ouvrages piézométriques. A noter l'absence de mesure sur l'ouvrage "Puit" (point de surveillance aval additionnel prescrit par l'arrêté de 2022).

Concernant le suivi qualitatif des eaux souterraines au droit du site, l'exploitant avait transmis (en 2021) au service d'inspection ICPE, une note de synthèse du 05/10/2021 présentant les actions réalisées. Ce document faisait état d'une campagne de mesure (fréquence annuelle) en date du 07/07/2021 et portant sur 3 ouvrages piézométrique (PZ1, PZ3 et PZ4). La synthèse des résultats associée à cette campagne de mesures ne montre pas de dépassement des valeurs de référence pour l'eau.

Courant 2022, l'exploitant avait également adressé un rapport du bureau d'études G Environnement, daté du 11/05/2022 et relatif à une campagne de suivi qualitatif et quantitatif des eaux souterraines réalisée, le 07/04/2022, sur 4 ouvrages piézométrique (PZ1, PZ3, PZ4 et PZ5). Ce réseau de surveillance est conforme aux nouvelles dispositions prescrites par l'arrêté de 2022 modulo l'absence de suivi également au droit de l'ouvrage "Puit" précité.

Ce rapport conclut à une non détérioration du niveau et de l'état de la nappe, aucun impact lié aux activités du site n'ayant été relevé.

Au regard de ce qui précède, ces deux campagnes ne s'inscrivaient pas pleinement dans le cadre des dispositions nouvellement prescrites par l'arrêté d'autorisation de 2022.

En séance, l'exploitant n'a pas justifié de la réalisation d'une nouvelle campagne depuis la délivrance de son nouvel arrêté d'autorisation en août 2022 mais avait indiqué la réalisation prochaine d'une seconde campagne annuelle afin de respecter la fréquence semestrielle nouvellement prescrite.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a informé le service d'inspection de la réalisation d'une campagne de mesures (conforme aux dispositions du nouvel arrêté d'autorisation de 2022) le 09/12/2022.

**Observations :**

Transmettre, sous un délai de 1 mois, une note de synthèse présentant le bilan du suivi qualitatif et quantitatif des eaux superficielles réalisé en 2022. Ce bilan devra également intégrer les résultats du contrôle réalisé au droit de l'ouvrage "Puit" visé à l'article 3.5.1 de l'arrêté d'autorisation d'août 2022.

**Type de suites proposées :** Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 13 : Rejets à l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2012, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de retombées de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</p> <p>« Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement.</p> <p>Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.</p> <p>« Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.</p> <p>« Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>« Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.</p> <p>« La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>« Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.</p> <p>« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations :</p> <p>« - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ;</p> <p>« - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière. »</p>

**Constats :**

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'août 2022 dispose que ce dernier tient lieu :

- de renouvellement d'autorisation d'exploiter des installations de traitement des matériaux (rubrique 2515 de la nomenclature ICPE) au titre de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement (enregistrement) ;
- de renouvellement d'autorisation d'exploiter une station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes (rubrique 2517 de la nomenclature ICPE) au titre de l'article L. 512-7 susvisé.

L'article 1.1.3 de ce même arrêté dispose que les prescriptions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises au régime de l'enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Actuellement, l'exploitant exerce bien des activités classées au titre des rubriques susvisées (des activités de négoce de matériaux et de recyclage de déchets inertes ayant perduré sur site à l'issue de la précédente phase d'autorisation d'extraire des matériaux). Dès lors, ce dernier est tenu d'assurer une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé.

En séance, l'exploitant a confirmé qu'aucune mesure de retombées de poussières atmosphériques n'a été réalisée à ce jour.

**Observations :**

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air par mesure des retombées de poussières atmosphériques.

A cet effet, il justifiera, sous un délai de 2 mois, de la mise en place d'un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement.

Ce suivi sera réalisé conformément aux dispositions de l'article 39 précité et selon la méthode des jauges de retombées.

Conformément à l'article 57 de l'arrêté susvisé, l'exploitant adressera tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.

La fréquence des mesures de retombées de poussières étant au minimum trimestrielle, l'exploitant devra attester de la réalisation d'une première campagne de mesures d'ici à la fin du mois de mars 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 70 jours